



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Maitrise-licence-ou-licenciements>

Maîtrise, licence ou licenciements ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1041 - mars 2004 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 novembre 2006

Date de parution : mars 2004

Description :

Petit commentaire sur les feuilles accompagnant nos déclarations d'impôts.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

S'il est vrai que le gouvernement maîtrise les dépenses, alors c'est moi qui ne maîtrise plus le sens des mots.

Dans son commentaire annuel accompagnant les feuilles de déclaration de revenus et nous assurant du bon emploi qui sera fait de nos impôts, le Ministère de l'Économie et des Finances déclare d'une part que « les dépenses sont maîtrisées » et annonce d'autre part 345 milliards d'euros de dépenses pour 290 milliards d'euros de recettes, soit un déficit de 55 milliards d'euros. C'est-à-dire un excédent stupéfiant d'environ 19% des dépenses sur les recettes (ou d'un déficit d'environ 16% des recettes par rapport aux dépenses).

Est-ce à dire que si l'on a su maîtriser l'augmentation des dépenses, on n'a pas su aussi bien maîtriser la baisse des recettes ?

J'avoue que j'aurais eu besoin d'explications, mais ni Francis Mer, ni Alain Lambert, pourtant assez habiles en démonstrations sophistiquées, ne semblent avoir daigné apporter leur contribution à ce tract plutôt maladroit émanant de leurs Services et ils se sont l'un et l'autre prudemment abstenus d'y apposer leur signature, contrairement à ce qui s'était fait autrefois. Plus de culte de la personnalité dans ce ministère, après tout, on pourrait s'en réjouir !

Les membres du Medef et les tenants de la Droite libérale auraient quant à eux de quoi s'émerveiller et se réjouir en voyant que, malgré ces chiffres, mais sur injonction de l'Élysée, le gouvernement persévère à alléger leurs impôts et leurs charges. Suivra-t-il aussi leur conseil, pour faire des économies, de diminuer drastiquement le nombre des fonctionnaires ? On apprend dans ce même document que les fonctionnaires civils de l'État coûtent 100 milliards d'euros par an. Pour équilibrer le budget, c'est-à-dire dégager 55 milliards d'euros d'économies, il faudrait donc réduire leur nombre de plus de moitié. On ne pourrait alors plus guère conserver que ceux aujourd'hui prioritaires dans la politique du Gouvernement, c'est-à-dire les personnes des ministères de l'intérieur et de la justice. Serait-ce suffisant pour la bonne administration du pays ?